

1 - Les organisations modérées (CLERU, UNI, et autres sigles fantoches) n'ont aucune implantation réelle dans les facultés.

Numéro d'inventaire : 1979.31533.116

Type de document : affiche

Date de création : 1969

Description : Feutre rouge et bleu sur papier kraft. Papillon au bord supérieur. Déchirure réparée.

Mesures : hauteur : 1183 mm ; largeur : 800 mm

Mots-clés : Activités sociales, syndicales, politiques des élèves, étudiants, enseignants
Iconographie (personnages et événements liés à l'histoire de l'Education, sauf pédagogues)

Filière : Université

Niveau : Supérieur

Nom de la commune : Paris

Nom du département : Paris

Autres descriptions : Langue : Français

Lieux : Paris, Paris

1 Les organisations "modérées" (CLERU, UNI, et autres sigles fantômes) n'ont aucune implantation réelle dans les facultés. Elles ne représentent aucune force, n'ouvrent aucune perspective, et se contentent de mobiliser les étudiants qui "en ont marre du désordre", "veulent travailler en paix" etc... A ce niveau les réformistes de gauche ne font d'ailleurs rien de plus et ajoutent leurs voix au concert de confusionnisme politique que favorise la propagande bourgeoise. Ils ne se donnent même plus la peine de faire une illusoire distinction entre les objectifs pour lesquels se battent les "gauchistes" (paiement des bourses, lutte contre la sélection, contre l'idéologie, pour des libertés politiques et syndicales...) et des modes d'action "aventuristes et minoritaires" (action directe, occupations).

Ils rejettent en bloc toute mobilisation contre l'Université bourgeoise qu'ils disqualifient comme "agitation", "provocation" et autres appellations infamantes. Sur cette base, ils récupèrent une fraction d'étudiants dont ils cultivent l'apolitisme.

Quoi d'étonnant, dans ces conditions, si les étudiants, dans certaines facs, votent pour les listes "modérées", de préférence aux listes U.E.C. ? On a vu le même phénomène en Juin. Quand la "gauche" tient le même langage que les gaullistes et se pose en défenseur de l'ordre bourgeois, l'électeur n'a pas le choix : ou bien il refuse la farce électorale, ou bien il choisit, en "bonne logique" le meilleur garant de l'ordre, qui tout compte fait, est encore le pouvoir en place, c'est-à-dire de Gaulle.

